



Roger JULIEN

Député Sortant
Avocat, Maire de Nant
Conseiller Général de l'Aveyron
Candidat d'Union
des Démocrates de Progrès
investi par le Centre Démocrate

Remplaçant éventuel :

Georges BOLTON

Maire de Ste-Eulalie-de-Cernon
Conseiller Général de l'Aveyron



Chers Compatriotes,

En 1962, vous m'avez fait l'honneur de m'élire au Parlement. J'avais alors 30 ans. J'ai tout de suite senti que la charge qui m'était confiée était lourde et ingrate.

Lourde, parce qu'il m'a fallu approcher un monde d'autant plus nouveau que l'Assemblée élue comportait une majorité dont la fonction première était d'obéir.

Ingrate, parce que notre région, comme beaucoup d'autres, ne peut pas vivre sans une volonté politique qui, sur le plan national, lui apporte une aide massive et spécifique. Or au cours de ces 5 années j'ai noté — et vous tous avec moi — que l'excès de centralisation et des choix politiques inacceptables ne donnait pas leurs chances aux régions déshéritées et à leurs habitants.

Face à cela, quelle a donc été mon attitude ?

Sur le plan national

J'ai participé à la vie du Pays, **mais je l'ai fait en homme libre**. Je veux dire par là que mes votes ont été exclusivement le reflet de mes opinions personnelles. J'en citerai deux parmi les plus caractéristiques :

— **à l'automne 1964, j'ai voté la motion de censure agricole** pour protester contre les difficultés rencontrées par le monde paysan à la suite de la non-application des lois d'orientation de 1960 et 1962. Le Gouvernement a vite tiré les leçons d'un scrutin aussi important, en se laissant arracher une partie bien faible de ce qu'il avait refusé jusque là.

— **au printemps 1966, je censurai également la politique extérieure**. Plus, d'ailleurs, pour des raisons de forme que de fond, car il est inadmissible que le Président de la République ait pris des initiatives dévolues par la Constitution au Gouvernement, seul responsable devant l'Assemblée Nationale.

Sur le plan départemental

En sus de mes mandats de Maire et de Conseiller Général, **j'ai eu de nombreux contacts** avec la plupart d'entre vous, soit à mes permanences à Millau et à St-Affrique, soit au cours des visites que j'ai faites aux cantons les plus excentrés.

A travers ces rencontres ce sont bien souvent les **problèmes de notre région** qui ont été abordés.

LE SECTEUR RURAL

Les responsables professionnels ont eux-mêmes reconnu que le V^e Plan était un « plan de détresse ». J'affirme avec eux que **rien de sérieux n'a été proposé pour remédier au sous-équipement rural**. Fort au contraire, les crédits sont en diminution par rapport à ceux du IV^e Plan. Fallait-il voter un tel plan et promettre ensuite, sans vergogne, aux maires de les aider ? Non si on est conscient de ses responsabilités et si on bannit la démagogie. Mais il faut être réaliste et efficace. Je crois l'avoir été **lorsque j'ai proposé et fait aboutir au Conseil Général un programme de voirie rurale** que les administrateurs communaux connaissent bien.

LE SECTEUR URBAIN

L'activité économique de **SAINT-AFFRIQUE** se ressent plus de la conjoncture d'ensemble que d'une crise aiguë. **Les déboires de l'entreprise de charcuterie-salaisons sont terminés et les emplois maintenus**. Ceux avec lesquels j'ai collaboré, à St-Affrique même, pour trouver une solution, m'autoriseront sans doute à dire la part que j'ai prise dans le dénouement heureux de cette affaire.

La ville de **MILLAU** par contre est arrivée à l'heure de vérité, trop longtemps éludée. Les travailleurs ressentent douloureusement les effets d'une crise aussi injuste à leur égard. Les activités tertiaires — Commerce, Artisanat — la supportent difficilement. Il faut donc favoriser **l'implantation de nouvelles industries**. J'ai pu — sans pour autant procéder à une inauguration officielle et tapageuse — faire venir à Millau une affaire de vêtements de peau, qui se développe convenablement. Mais l'absence d'incitations financières, la conjoncture économique défavorable, notre situation géographique, sont des éléments qui contrarient une décentralisation industrielle ici comme ailleurs. La reconversion piétine depuis bientôt 10 ans à Decazeville. La Bretagne proteste qu'elle est laissée pour compte, etc...

La solution ne tient donc pas du « miracle ». Seule une **politique nouvelle d'aménagement du territoire** qui ferait disparaître les inégalités entre les régions peut changer le cours inexorable des événements que nous subissons.

Alors le plein emploi sera possible, alors nos jeunes resteront, alors nous serons moins vulnérables aux crises économiques.

C'est donc **à vous qu'il appartient de choisir une majorité de progrès** capable d'assurer **l'expansion dans la stabilité, en refusant en particulier les crédits affectés à la force de frappe**.

Tout au long de cette Campagne électorale on vous répètera que l'efficacité est liée à la soumission au Pouvoir actuel... Réfléchissez bien... **L'EFFICACITE C'EST AVANT TOUT UNE POLITIQUE QUI, SUR LE PLAN NATIONAL, ASSURE LA JUSTICE ET LE PROGRES A TOUTES LES REGIONS ET A TOUTES LES CATEGORIES SOCIALES**.

Les Aveyronnais, en réalistes, refusent des recettes démagogiques de basse qualité.

C'est donc **en toute liberté et en pleine connaissance de cause que vous confirmerez votre choix**.

Roger JULIEN

Une déclaration de M. Georges BOLTON

Beaucoup parmi vous me connaissent. Ils savent que je ne suis ni ambitieux ni intéressé. Si j'ai accepté d'être le suppléant de mon ami **ROGER JULIEN c'est pour servir** comme je le fais depuis 20 ans à travers mes mandats de Maire et de Conseiller Général.

Je ne suis pas le suppléant d'un jour ; fort au contraire j'entends être le collaborateur et le conseiller de notre député. Et je l'aiderai dans sa tâche en suivant de très près les activités de cet Arrondissement.

Je suis donc à votre disposition et je vous fais confiance, pour que triomphe une **politique nouvelle de progrès**.

Georges BOLTON